



## PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Normandie  
Service Risques**

**Arrêté du - 9 NOV. 2017**

**autorisant l'occupation temporaire des sols au droit du dépôt des ANCIENS ÉTABLISSEMENTS  
HENRI BRUMENT au 49 Bis rue Pierre Fauquet Lemaître à Bolbec**

**La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le Code de l'environnement, livre 5 – titre 1<sup>er</sup> et notamment ses articles L.512-3, L.512-7, L.171-8 et L.171-9,
- Vu le Code de justice administrative et notamment son article R.532-1 ;
- Vu la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée notamment par l'article 1er du décret n°65-201 du 12 mars 1965 et par l'article 33 de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 16 février 2017 nommant M<sup>me</sup> Fabienne Buccio préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté n° 17-137 du 27 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Yvan Cordier, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du - 6 NOV. 2017 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le site exploité par la société ANCIENS ÉTABLISSEMENTS HENRI BRUMENT à Bolbec et confiant la maîtrise d'ouvrage des travaux à la société SARL GILLES HENRY mandaté par l'association RECYVALOR.

**Considérant** que pour la réalisation des travaux d'enlèvement et d'élimination des déchets de pneumatiques du site anciennement exploité par la société ANCIENS ÉTABLISSEMENTS HENRI BRUMENT, il convient d'autoriser l'association RECYVALOR et ses mandataires à occuper le site en question et à procéder aux travaux prescrits par l'arrêté préfectoral du - 6 NOV. 2017 .

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> –**

Les représentants de l'association RECYVALOR ainsi que ceux des entreprises mandatées par cet organisme (notamment la société GILLES HENRY) chargés de l'exécution des travaux d'enlèvement des déchets de pneumatiques et occupant les parcelles cadastrales AN 877 et AN 878 sont autorisés, pour une durée de 6 mois, sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux visés par l'arrêté préfectoral de travaux d'office en date du ~~26~~ 6 NOV. 2017 .

### **Article 2 –**

Les propriétaires des terrains du site et les éventuels locataires du site ne doivent pas empêcher ou entraver les travaux prescrits par l'arrêté préfectoral de travaux d'office susvisé.

### **Article 3 –**

Préalablement à toute intervention, un état des lieux faisant l'objet d'un procès verbal contradictoire est établi en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de RECYVALOR ou ses mandataires.

Les indemnités qui pourraient être dues par les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion des travaux sont à la charge de RECYVALOR.

A défaut d'entente amiable, leur montant est fixé par le tribunal administratif.

### **Article 4 –**

Chacun des responsables chargés des travaux doit être muni d'une copie du présent arrêté qu'il est tenu de présenter à toute réquisition.

### **Article 5 –**

La présente autorisation est périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans les 6 mois à compter de sa date d'application.

### **Article 6 –**

Le présent arrêté est publié et affiché au moins 10 jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessous, à la diligence du maire de Bolbec qui adresse à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et aux frais de RECYVALOR.

### **Article 7 –**

Conformément à l'article L.171-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rouen. Le délai de recours est de 2 mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **Article 8 –**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 9 –**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du Havre, l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Normandie, le maire de BOLBEC et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié aux propriétaires du terrain et dont une copie est affichée pendant une période minimale d'un mois à la porte de la mairie de BOLBEC.

Une copie est transmise à la société RECYVALOR.

*Fait à ROUEN, le - 9 NOV. 2017*

La préfète,  
pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Yvan CORDIER